

> RiPOSTE dans les quartiers populaires

Grigny (91) — Mardi 6 Avril, des CRS déboulent à la Cité de la Grande Borne, pour selon eux mettre fin à un rodéo moto. Toujours est-il que cela se solde par une intervention violente : 4 mères de famille dont une enceinte sont brutalisées et un jeune blessé à la main. Le lendemain, un bus est incendié par des jeunes qui ont d'abord pris soin de faire descendre chauffeur et passagers. Le syndicat de police parle d'une riposte à une soi-disant arrestation liée à un trafic de drogue dont personne (même pas la mairie) n'a entendu parler. Dans le même genre ce même mercredi, des affrontements ont eu lieu à Montreuil dans le quartier de La Boissière suite à un contrôle d'identité, 3 jeunes ont été interpellés.

Caen — Jeudi 8 Avril, la police arrive dans le quartier de la Grâce-de-Dieu pour arrêter un jeune de 16 ans. Un groupe de ses amis s'interpose pour tenter de le libérer mais il sera emmené au poste et poursuivi pour « refus d'obtempérer et rébellion ». Voilà de quoi conforter la conviction de ceux qui ont d'abord tenté d'empêcher l'interpellation puis, dans la soirée, protesté en caillassant des voitures de police en patrouille : on n'avait rien à lui reprocher avant qu'il ne croise la route des flics. Et rien n'arrête le cycle de la répression : un homme de 30 ans passera devant le juge en Août pour violences volontaires envers des fonctionnaires et 4 mineurs ont été placés en GAV.

Les Mureaux (78) — Jeudi 8 avril devant la gare, des policiers interviennent pour soi disant mettre fin à une bagarre ; finalement ils interpellent et placent en GAV 6 jeunes dont 2 agents de médiation de la société Veolia Transports. Un de leurs collègues chauffeur de bus témoigne : « *les agents seraient intervenus pour demander aux policiers d'arrêter de frapper un jeune homme qui était à terre. L'un d'eux a pris une giclée de gaz lacrymo dans le visage et l'autre a fait quelques mètres en courant avant de s'arrêter et de lever les bras. C'est alors que les policiers se sont rués sur lui. Ils l'ont violemment frappé à plusieurs reprises.* »

Selon les flics les bandes de vidéo-surveillance devraient confirmer leur thèse, mais les jeunes aussi ont des images prises avec leurs téléphones portables. La centaine de chauffeurs de bus du coin évoquait la possibilité de ne pas reprendre le travail le lendemain par solidarité avec leurs collègues victimes de violences policières. Mais de ce droit de retrait on ne parle pas.

Tremblay — La situation s'empire pour les habitants de la cité des Grands Ensembles depuis que Sarkozy a décidé de faire de leur quartier la cible médiatisée de sa politique ultra-répressive, effectivement plus rien « n'échappe à l'autorité de la loi » que représente la police. On ne compte plus les coups de matraque, les plaquages, les braquages au flash ball, les perquisitions... L'avocat d'un jeune homme interpellé alors qu'il faisait de la moto et poursuivi pour « refus d'obtempérer » a porté plainte contre la police pour violences, dégradation de biens privés et faux témoignage (la police ayant déclaré que le jeune serait tombé sur le côté gauche pour justifier son hématome alors que son scooter était étalé sur le côté droit). Par 3 fois, des groupes de jeunes gens ont bloqué et caillassé des bus. « *Sans la police on n'y arrive pas, avec la police on n'y arrive pas* » résume le directeur du dépôt de bus.

Corbeil-Essonnes (91) — Jeudi 22 Avril à 19h15 quartier de la Poterie une patrouille veut contrôler les identités d'un groupe de jeunes. Trois autres patrouilles arrivent dont une de la BAC. Ils interpellent 5 jeunes et des affrontements ont lieu. La mère de l'un d'eux descend et tente de parler aux policiers, elle est gazée au visage. Elle porte plainte ainsi qu'au moins 4 des interpellés qui affirment avoir été insultés et maltraités par la police sur place et dans le fourgon qui les emmenait au commissariat. Un conseiller municipal déclare « *des histoires de comportements outranciers de la part des policiers me reviennent souvent. C'est alarmant. Il n'y a pas de dialogue. Et je crains que l'été soit chaud* ».

<http://resistons.lautre.net/> informations pratiques juridiques sur le délit d'outrage, l'aide juridictionnelle, les contrôles d'identité, réflexions, témoignages, mobilisations...

RESISTONS CONTRE LES VIOLENCES POLICIERES ET SECURITAIRES ENSEMBLE

Bulletin n°86 - mai 2010

Recevoir ce bulletin par Internet : resistons_ensemble@yahoo.com. Site internet : <http://resistons.lautre.net/>
Le réseau Résistons ensemble a été formé à la suite du Forum de Saint-Denis, le 26 mai 2002, au cours duquel s'étaient rencontrés des collectifs locaux (Lyon, Strasbourg, Rouen, Nantes, Draguignan, etc.) ainsi que des individus et une série d'organisations et d'associations, tous décidés à œuvrer contre les violences policières et sécuritaires. RE n'est donc pas une organisation politique. Son but est d'informer, de briser l'isolement des victimes des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto-organisation.

Sécuriser la ville

La structure des médinas était un véritable casse-tête pour l'appareil répressif colonial, contrastant avec son architecture imposée percée de larges voies opérationnelles. Aujourd'hui et depuis la loi Pasqua de 1995 une « étude de sécurité » est obligatoire en amont de tout grand projet urbain, avec audit payé à une boîte experte (comme l'AB Associates d'Alain Bauer), généralisant l'urbanisme sécuritaire dans le cadre de réhabilitations de quartiers et cité-dortoirs. Le tout sécuritaire, avec son tape-à-l'oeil répressif législatif, policier, n'a donc pas épargné l'urbanisme, tout particulièrement dans les quartiers. Difficile la répression avec ces grandes dalles inaccessibles aux voitures de police, ces halls à doubles entrées ou autres passerelles, courives et angles morts ombragés.

Le Quartier du Luth à Gennevilliers n'échappe pas à la règle avec ses immeubles d'habitation percés de part en part. Alors dans la nouvelle station de métro toute proche, on n'a prévu aucun banc sur lequel s'asseoir. Dans cette logique sécuritaire l'espace public n'est qu'un flux à gérer par l'activité policière, du travail au lieu d'habitation, au lieu de consom-

mation, et si tu es pauvre, au chômage, tu restes chez toi. Pas de place pour les jeux d'enfant, pour la vie de quartier, pas un barbecue en dur histoire de fraterniser. Surtout lorsque les préoccupations sécuritaires rejoignent les spéculations immobilières. Avec l'arrivée du métro, le quartier est aux portes de Paris, les projets de constructions et rénovations d'appartements à vendre destinés aux gens plus aisés fleurissent, et en attendant les commerces ferment, murés ; dans les couloirs du petit centre commercial c'est « Sarajevo », un quartier asphyxié.

« Belle politique » pour une mairie « PC » qui ne veut plus de « smicards » et cherche à repousser les chômeurs plus loin encore avec ses fausses rénovations agissant de concert avec la droite au gouvernement. C'est comme ça qu'ils nous parlent de « désenclaver » les quartiers « dangereux » ! Foutaises, ce sont les quartiers qui sont en danger, cible du tout sécuritaire mêlé de spéculation immobilière et d'une politique qui se garde bien de poser les problèmes concrets du mal logement, la précarité, du chômage, des discriminations...

➤ CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

Les balles passent au-dessus des têtes des enfants qui jouent

Le 16 avril, dans le quartier Monmousseau à Vénissieux des dizaines d'enfants et d'ados jouent dehors. Mais cette ambiance conviviale va laisser place à l'affolement suite à des détonations. Les auteurs des tirs ont été vus et ils ont laissé des traces : des balles de flashball. Au regard des risques encourus par les enfants présents, il semblerait que le principal danger public dans le quartier soit la police.

Assassiné par la police suisse

Un habitant de Vaulx-en-Velin, Umüt, 18 ans, a été abattu par la police en Suisse. Après un vol de voitures, les flics ont organisé une véritable souricière : ils ont fermé l'autoroute, installé un barrage et fait dégager les témoins potentiels. Alors que la voiture où se trouvait Umüt était immobilisée, les pneus crevés sur une herse, un policier a fait feu à sept reprises avec une mitraillette. Umüt est mort d'une balle en pleine tête ! De plus, son frère jumeau était interpellé et placé en détention alors qu'il était venu en Suisse avec sa famille pour récupérer le corps d'Umüt. Les autorités ne lui ont pas permis d'assister à l'enterrement de son frère. Une marche silencieuse organisée par les proches d'Umüt a rassemblé 300 personnes le 24 avril, du consulat suisse à Villeurbanne jusqu'à l'Hôtel de Ville de Lyon.

« Coup de vent » policier

Le 16 avril 9 militants basques ont déployé une banderole demandant « *Qu'avez-vous fait de jon anza ?* » (voir RE n°85) sur l'Arc de Triomphe à Paris. Alors que des pompiers étaient sur place pour décrocher les militants, des policiers les ont fait descendre pour monter dans leur nacelle et rejoindre Eneko Monton. Malgré les avertissements, un flic libère brutalement la corde le retenant, alors qu'il faisait contre-poids

à Xabier Tubal Abrisketa suspendu de l'autre côté pour tenir la banderole. Eneko a alors tenté de retenir la corde, se brûlant les deux mains mais freinant la chute de son camarade échappant à la mort (multiples contusions et fractures). Voilà le « coup de vent » repris à la source policière par certains médias, et des flics ne prenant même plus les précautions élémentaires de sécurité. Les huit autres ont été placés en garde-à-vue, accusés de « rassemblement illégal », « atteinte à un monument » et « violence aggravée contre une personne », et libérés dans la soirée. Notons que 22 témoignages de militants basques torturés par les gardes civils espagnols sont sortis depuis janvier, et que les arrestations par tous les moyens sous un régime de mise au secret se multiplient.

Un homme dans le coma

Dans la nuit du 23 au 24 avril, à Chambéry, pour une histoire futile, plusieurs personnes en viennent aux mains. La BAC rapplique. Contrôle musclé, Mickaël, 29 ans, est touché à la tête, hospitalisé dans un état grave. Pour les flics c'est clair, le jeune homme alcoolisé est tombé tout seul. Mais, chose rarissime, les films des caméras de vidéo-surveillance n'ont pas disparu. On y voit un flic frapper à deux reprises avec sa matraque la tête du jeune homme avant qu'il ne tombe dans le coma. Le policier a été mis en examen et en détention provisoire. Sera-t-il condamné à de la prison ferme ? Difficile à croire connaissant la longue histoire de relaxe et acquittement dans ce genre d'affaire...

Sur la vie des Bulgares turcophones en France

Drôle d'« Union » que cette Europe. Vers l'extérieur c'est une forteresse pour empêcher les pauvres du tiers-monde d'y pénétrer. A l'intérieur c'est pareil. Les citoyens des « 27 » sont loin d'être égaux. Les Bulgares turcophones par exemple, pourtant « citoyens européens », constituent une minorité opprimée en Bulgarie. Certains de ceux qui tentent d'échapper

à l'oppression se « logent » dans des bidonvilles le long du canal de l'Ourcq, près de Paris. Quand ils cherchent du travail, comme devant « Batkor, l'entrepôt à prix dépot », ils sont l'objet de violences policières. « *Les policiers jettent nos cartes de résident de Bulgarie par terre. Tous les jours, la police vient et nous gâze* » dit leur porte-parole.

Pascal Taïs - 17 ans après, les meurtriers courent toujours

Couvert d'ecchymoses, deux côtes cassées et le cuir chevelu entaillé, Pascal Taïs gisait dans son sang et ses excréments après avoir succombé à une hémorragie interne imputable à une rupture de la rate dans une geôle du commissariat d'Arcachon en 1993. La Cour européenne des droits de l'homme avait jugé que « les autorités françaises n'ont pas mené d'enquête effective ». Au bout de dix-sept ans de lutte le tribunal de grande instance de Bordeaux vient d'allouer 30 000 euros de dommages-intérêts à ses parents du fait du « délai déraisonnable » de la procédure d'instruction. Mais sur la responsabilité de la police dans sa mort, il n'y toujours RIEN. En république française l'impunité policière est gravée dans le marbre.

Justice de classe, justice raciste... vous voulez des preuves ?

Mars 2003 – Frédéric, gendarme, tue d'une balle dans la nuque Mourad, 17 ans, accusé de cambriolage. (voir RE n°4, mars 2003, n°16, mars 2004...) Octobre 2009 - Frédéric arrive finalement devant la cour d'assises du Gard. Le procureur demande 5 ans d'emprisonnement avec sursis. Le verdict tombe, c'est l'acquittement du meurtrier. L'avocat de Mourad, Me Ottan dénonce : « *Un jury blanc, exclusivement blanc, où les communautés ne sont pas toutes représentées, avec (...) une accusation extrêmement molle, des débats dirigés d'une manière extrêmement orientée, la voie de l'acquittement était une voie royalement ouverte, ce n'est pas une surprise* ».

Avril 2010 – Pour ces propos, Me Ottan est traîné à l'initiative du Parquet devant la commission de discipline.



Semaine contre la vidéosurveillance du 18 au 24 à Strasbourg, voir <http://crep.strasbourg.free.fr>.

AGIR

13 Mai Concert de soutien pour récolter des sous pour la défense

de 4 personnes accusées d'avoir détruit des DAB dans le cadre de la semaine de solidarité avec les inculpés de la révolte de Vincennes, 20h CIP 14 quai de Charente, Paris 19ème.

15 Mai Journée d'action pour la liberté de circulation, manif à 14h station de métro Jaurès, Paris.

Tournée de soutien aux incarcérés des émeutes de Villiers-le-Bel qui ont fait suite à la mort de Laramy et Moushin percutés et tués par la police en 2007, du 20 mai au 15 juin infos sur www.soutien-villierslebel.com, **manifestation le samedi 19 Mai** à 14h gare de Pontoise, **procès le 21 Mai**, tribunal de Pontoise.

Contre « l'évolution » actuelle du travail social et médico-social à l'appel du collectif 76 des salariés de ce secteur, **réunion publique mercredi 19 mai** à 18h30, maison des associations, 22 rue Dumont d'Urville à Rouen.

Pétition de soutien en ligne et envoi de cartes d'anniversaire pour Mumia Abu Jamal, journaliste et militant noir américain, dans le couloir de la mort aux Etats-Unis depuis 28 ans www.mumiabujamal.net.

Mobilisation anticarcérale à Lyon, samedi 8 Mai débat à 14h maison du peuple 147 avenue Général Frère, **dimanche 9 Mai 14h30 manifestation nationale**, départ aux 24 colonnes.

Parution du 1^{er} tome d'un guide d'autodéfense numérique disponible sur <http://guide.boum.org/>.

Le Festival des Résistances et Alternatives de Paris du 7 au 18 mai 2010, programme et informations sur <http://frap.samizdat.net/>.